

# ACTION URGENTE

## CUBA. DES PRISONNIERS D'OPINION DOIVENT ÊTRE JUGÉS

Manuel Otero Alcántara et Maykel Castillo Pérez, deux prisonniers d'opinion, doivent être jugés respectivement à partir des 30 et 31 mai à Cuba. Arrêtés pour avoir critiqué le gouvernement cubain, ces deux hommes sont en détention provisoire depuis près d'un an. Un procureur a requis sept ans d'emprisonnement contre Manuel Otero Alcántara et 10 ans contre Maykel Castillo Pérez. Amnesty International appelle le gouvernement cubain à permettre aux organisations internationales de se rendre sur place pour suivre ces procès, et à libérer immédiatement et sans condition ces deux prisonniers d'opinion.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

*Président de la République de Cuba*

*Miguel Díaz-Canel*

*Twitter : @DiazCanelB*

*Facebook : @PresidenciaDeCuba*

*Monsieur le Président de la République,*

*Je vous écris pour vous faire part ma profonde inquiétude pour la vie et l'intégrité de Manuel Otero Alcántara et de Maykel Castillo Pérez, qui sont privés de liberté depuis près d'un an et doivent être jugés prochainement, le procès du premier devant s'ouvrir le 30 mai.*

*Après examen de tous les éléments de preuve disponibles, Amnesty International estime que ces deux hommes sont détenus uniquement pour avoir exercé leur droit d'exprimer des critiques à l'égard du gouvernement de leur pays. Aussi, elle les a adoptés comme prisonniers d'opinion, de même que d'autres personnes de nationalité cubaine placées en détention à la suite des manifestations du 11 juillet.*

*Un procureur a requis sept et 10 ans d'emprisonnement à l'encontre de Manuel Otero Alcántara et de Maykel Castillo Pérez, respectivement, pour une série de charges liées aux critiques qu'ils ont exprimées envers les autorités cubaines.*

***Je vous prie instamment d'autoriser les organisations internationales à se rendre dans le pays pour suivre le déroulement de ces procès, et de libérer ces deux hommes immédiatement et sans condition.***

*Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération.*

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le 11 juillet 2021, des milliers de personnes sont descendues dans la rue à Cuba pour manifester pacifiquement et dire leur mécontentement face à la situation économique du pays, exerçant ainsi leur droit à la liberté d'expression et de réunion pacifique. Les autorités, sous la conduite du président Miguel Díaz-Canel, ont réagi en renforçant la politique répressive menée depuis plusieurs dizaines d'années, qui consiste à sanctionner pénalement la contestation pacifique et à jeter en prison de simples citoyens et citoyennes n'ayant fait qu'exprimer leur opinion.

Des centaines de militant·e·s des droits humains, d'artistes et de gens ordinaires ont été arrêtés et traités comme des délinquants pour avoir pris part à cette manifestation d'ampleur nationale. Certaines de ces personnes sont toujours incarcérées et n'ont pas encore été jugées, et beaucoup d'autres ont fait l'objet de procès iniques, entachés de violations du droit à une procédure régulière, après avoir été inculpées, entre autres charges, d'« outrage », de « trouble à l'ordre public » et de « rébellion », de manière incompatible avec les normes internationales relatives aux droits humains.

Manuel Otero Alcántara est un artiste qui fait partie du mouvement San Isidro. Amnesty International l'avait déjà adopté comme prisonnier d'opinion à trois reprises. Le 11 juillet 2021, il a été arrêté par deux membres de la Sûreté de l'État à La Havane, peu après avoir publié une vidéo dans laquelle il disait avoir l'intention de participer aux manifestations.

Maykel Castillo Pérez, plus connu sous son nom d'artiste, « Maykel Osorbo », est un musicien cubain, également membre du mouvement San Isidro. Il est aussi l'un des auteurs de *Patria y Vida* (« La patrie et la vie »), une chanson critique envers le gouvernement cubain qui est devenue un hymne contestataire. Constamment harcelé par les autorités, il a été arrêté arbitrairement à maintes reprises. Le 18 mai 2021, la Sûreté de l'État l'a appréhendé à son domicile. Les 10 jours qui ont suivi, elle a refusé de donner des informations à son sujet à sa famille et à ses proches.

Le 19 août 2021, Amnesty International a adopté Manuel Otero Alcántara et Maykel Castillo Pérez comme [prisonniers d'opinion](#), ainsi que d'autres personnes de nationalité cubaine, placées en détention dans le contexte des manifestations du 11 juillet 2021. Le 24 mars 2022, Amnesty International a publié un [communiqué de presse](#) appelant les autorités à permettre à l'Organisation, ainsi qu'à d'autres observateurs des droits humains, de se rendre dans le pays pour suivre le déroulement de leur procès. Le 26 mai 2022, Amnesty International et Human Rights Watch ont publié une [déclaration conjointe](#) demandant la libération immédiate et inconditionnelle de Manuel Otero Alcántara et de Maykel Castillo Pérez, avant l'ouverture de leur procès.

Cuba est le seul pays des Amériques qui n'autorise pas Amnesty International à se rendre sur son sol pour observer la situation en matière de droits humains.

**LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : espagnol**  
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 22 JUILLET 2022.**  
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Manuel Otero Alcántara (il) et Maykel Castillo Pérez (il)**

